

JEUNES AGRICULTEURS ET ENJEUX SOCIÉTAUX

Guillaume Fastré a 34 ans. En 2011, il a repris la moitié de l'exploitation familiale située à Assesse et est aujourd'hui en association avec son père. Agé de 27 ans, Pierre André est également en association avec ses parents. Il est installé dans le Condroz depuis 2015. Interrogés par Marianne Dawirs, « consommatrice citoyenne » et directrice de la Haute École de La Reid en Province de Liège, ils ont pu exprimer leur vision de l'avenir de leur métier lors d'une mini-conférence du Carrefour.

MARIANNE DAWIRS : Quels sont aujourd'hui les freins à l'installation des jeunes agriculteurs ?

Pierre André : Le plus gros frein est l'accès au foncier, or le foncier est l'outil de travail de l'agriculteur. En Wallonie, la surface disponible est restreinte et la pression sur la vente et la location est forte. Le second frein est lié à la Politique Agricole Commune (PAC) qui rend difficile les prévisions des seuils de rentabilité et, par conséquent, des investissements nécessaires. Face à cette difficulté de prévision et la volatilité des prix agricoles, l'agriculteur a besoin d'une ligne de conduite.

MD : Aujourd'hui, combien vaut un hectare en Wallonie ?

Guillaume Fastré : C'est très hétérogène, mais les prix varient entre 10.000 € et 80.000 €, en fonction de la valeur pédologique des sols. Les sols permettant de faire des cultures avec des marges plus importantes sont plus chers que d'autres qui ne permettent que de faire de la prairie ou des mesures agro-environnementales.

MD : Une reconexion semble nécessaire entre les citoyens et les agriculteurs. Comment voyez-vous les choses ? Comment pourriez-vous améliorer ce lien de votre côté ?

GF : Nous avons participé à des journées « ferme ouverte » l'année passée pour la première fois. Mais le public qui fait la démarche de venir nous voir est déjà un peu convaincu. Certains collègues vont jusqu'en grande surface, pour défendre la filière viande qui souffre en ce moment d'une mauvaise image due aux médias et aux a priori. En matière de circuits-courts, la clé est de trouver des partenaires pour faire le lien entre les producteurs et les consommateurs.



PA : Nous réalisons des « fermes en ville » dans trois ou quatre villes de Wallonie selon les années. Nous recevons notamment des écoles. C'est en effet important de montrer aux élèves notre façon de travailler et la valeur des produits wallons. Mais les agriculteurs, chacun de leur côté, doivent aussi aller d'avantage à la rencontre des consommateurs. Il y a aujourd'hui 60 % d'agriculteurs en moins qu'il y a vingt-cinq ou trente ans... Avant, tout le monde avait un oncle agriculteur, ou connaissait quelqu'un qui avait quelques vaches. Aujourd'hui, la majorité des gens ignore comment fonctionne une exploitation agricole.

MD : L'investissement dans le bio est-il une solution ?

GF : Dans ma région, la logique agronomique est plutôt de développer l'élevage bovin. Mais la filière connaît des problèmes, et pour nous, l'investissement dans un poulailler bio avec contractualisation me permet de faire évoluer la ferme sans prendre trop

de risques. De plus, c'est une structure de petite taille qui correspond bien à notre philosophie.

MD : Pensez-vous que les petites exploitations ont un avenir ? La polyculture est-elle plus résiliente ?

PA : Les exploitations moyennes comme la mienne, en polyculture, doivent continuer à fonctionner. Globalement, les productions sont de bonne qualité, même celles de l'agro-industrie vendues en grande surface.

GF : Pour le moment, nous recevons de bons signes de la part de citoyens qui souhaitent réinventer la grande distribution et soutenir les productions locales. Nos fermes moyennes peuvent trouver une place dans ce système. Mon intime conviction est que la rentabilité est au rendez-vous pour qui travaille avec un bon sens agronomique. Les deux qualités qui doivent animer le plus les jeunes agriculteurs sont la prudence et la réflexion.